

GHT SOMME LITTORAL SUD

DIRECTION DES ACHATS
Service juridique des contrats

MARCHES PUBLICS DE SERVICE D'ASSURANCE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le Pouvoir Adjudicateur :

CHU AMIENS PICARDIE
Etablissement support du Groupement Hospitalier du Territoire SOMME LITTORAL
SUD (GHT SLS)
1 rond-point du Professeur Christian Cabrol
80054 AMIENS CEDEX 1

Etabli en application du Code de la commande publique,
relatif à :

MARCHES PUBLICS DE SERVICE D'ASSURANCES POUR LE CHU AMIENS PICARDIE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU BATIMENT D'ODONTOLOGIE

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
La présente consultation est lancée en appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux
dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la
commande publique.

SOMMAIRE

PREAMBULE	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 1 – ACHETEUR	3
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 5 – MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	4
ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	4
ARTICLE 7 – PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	5
ARTICLE 8 – AVANCE	7
ARTICLE 9 – REMBOURSEMENT DE L’AVANCE	7
ARTICLE 10 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	7
ARTICLE 11 – ASSURANCES	8
ARTICLE 12 – EQUIPE DÉDIÉE - REMPLACEMENT D’UN MEMBRE DE L’EQUIPE	8
ARTICLE 13 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 14 – OBLIGATIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES DONNEES	9
ARTICLE 15 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	12
ARTICLE 16 : PÉNALITÉS DE RETARD	12
ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHE	12
ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES	13
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	13

ARTICLE 1 - ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur - Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE AMIENS PICARDIE
Etablissement support du Groupement Hospitalier du Territoire SOMME LITTORAL SUD (GHT SLS)
1 rond-point du Professeur Christian Cabrol
80054 AMIENS CEDEX 1

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 - Objet de la consultation

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la prestation suivante :

INTITULE DES GARANTIES

Dommages ouvrage et ses garanties complémentaires

2.2 - Procédure de passation

La présente consultation est lancée en appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

3.1 - Décomposition du marché en lots et en tranches

3.1.1 - Lot

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-11 et R. 2113-3 du Code de la Commande Publique (C.C.P.), ce marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, ni géographique, ni technique.

3.1.2 - Tranches

Sans objet.

3.1.3 - Phases

Sans objet.

3.2 - Durée du marché

Durée du marché :

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Durée des garanties :

- ✓ Pour la DO, 10 ans, à compter de la date de réception de l'ouvrage.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'Acte d'engagement et ses éventuelles annexes n°1 « réserves faites au cahier des clauses techniques particulières » et n°2 « co-traitance » dont l'original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), dont l'original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Les conditions générales et conventions spéciales de l'Assureur, éventuellement jointes ;
 - En cas de contradiction entre les pièces, la clause la plus favorable bénéficie à l'assuré.
- Le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre.

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document n'est pas fourni par le Pouvoir Adjudicateur, mais le candidat est réputé en avoir pris connaissance et bien les connaître.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

Ce marché pourra faire l'objet de modifications, dans les conditions :

- Des articles L.2194-1 à L.2194-3 du Code de la Commande Publique.
- Des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6.1 - Prix du marché

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfice. Ils sont réputés complets. Ils comprennent toutes les prestations nécessaires à la bonne mise en œuvre du marché.

Par ailleurs, les prix couvriront l'ensemble des frais et charges occasionnés par la mission et, notamment, les frais de déplacement et de séjour, ainsi que tous les frais généraux et fiscaux, et l'ensemble des prestations informatiques et de remise des documents sur support papier et informatique.

6.2 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire dont le libellé est donné selon les stipulations de l'acte d'engagement du lot unique.

6.3 -Variation des prix

Les modalités de variation des prix du marché sont les suivantes :

6.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de la réception. Ce mois est appelé "mois zéro". Soit le mois précédant de la date

limite de remise des offres.

6.3.2 - Choix des index de référence (lorsqu'une révision ou une indexation est appliquée)

Indiqué au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

6.3.4 - Clauses de variation des prix

6.3.4.1 - Taux de prime

Les taux de prime restent invariables pendant toute la durée des garanties. A titre exceptionnel, si l'assureur souhaite augmenter le taux de prime, il devra dûment le justifier. L'Etablissement se réservera ensuite le droit d'accepter cette augmentation ou de résilier le marché.

6.3.4.2 - Régularisation de la prime

La prime pourra être régularisée dans les conditions prévues dans le CCTP.

6.3.4.3 - Révision (=Indexation) de la prime

Les prix du marché peuvent être révisables, jusqu'au terme du marché (notamment, lors de la remise du coût définitif de l'opération toutes dépenses confondues), sauf mention contraire indiqué dans le CCTP.

6.3.4.4 - Majoration de la prime

La prime pourra être majorée dans les conditions prévues dans le CCTP.

ARTICLE 7 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

7.1 - Mode de règlement

Les garanties seront facturées au moment de la notification du marché.

Le montant détaillé de la prime, ainsi que les frais, impôts et taxes y afférents, sont portés à la connaissance du pouvoir adjudicateur souscripteur au moyen d'un appel de prime.

Le mode de règlement des appels de prime choisi est le virement par mandat administratif. Il interviendra dans les 50 jours suivant la réception de la facture par le Pouvoir Adjudicateur, conformément aux règles de la comptabilité publique.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont déposées de manière électronique sur le portail CHORUS PRO. Attention, le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit plus jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

Depuis le 1^{er} janvier 2017, toute structure publique est dans l'obligation de réceptionner toute facture par voie électronique.

Le dépôt de la facture électronique est rendue progressivement obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 en fonction de la taille des entreprises. Cependant toute entreprise peut choisir la facturation

électronique dès le 1er janvier 2017.

Une solution technique mutualisée sous la forme d'un portail dit « CHORUS PRO » permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mis à disposition gratuitement des fournisseurs.

Le décret n° 2016-1478 du 02 novembre 2016 fixe les modalités d'application des nouvelles obligations de transmission et d'acceptation des factures électroniques, prévues par l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée CHORUS PRO électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission : Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour plus d'informations, vous pouvez accéder au site : <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre des établissements du GHT doivent comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
 - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
 - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service en charge du paiement ;
 - 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisés ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- « Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.
- Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures ».

7.3 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (art. 40 de la loi du 28 janvier 2013). Le montant de l'indemnité

forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros.

Les bénéficiaires des paiements, qu'ils soient titulaires ou sous-traitants, sont tenus de notifier au Représentant du pouvoir adjudicateur toute modification concernant leur domiciliation bancaire. A défaut, le délai global de paiement ci-dessus est suspendu jusqu'à réception de la domiciliation bancaire adéquate.

ARTICLE 8 - AVANCE

Une avance peut être versée si les conditions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique sont réunies.

Le cas échéant, l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique. Ainsi, le taux de l'avance prévu aux articles R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique sera de 5%. Ce taux sera de 20% si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13.

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique si le titulaire accepte ou refuse le bénéfice de l'avance.

Les conditions d'application de l'avance, et ses modalités de calcul et de remboursement sont prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Celles-ci dépendent de l'existence de tranches, de la durée d'exécution des prestations, de leurs montants, de la forme du prix, etc.

Conformément à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant TTC initial du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 - REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Les modalités de remboursement de l'avance sont indiquées aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'euro(s).

Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance

devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. »

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Dans les 15 jours suivant la demande du pouvoir Adjudicateur et à tout moment au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris les cocontractants.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

En cas de prolongation du marché, le titulaire s'engage à remettre une attestation d'assurance responsabilité civile générale à jour au 1er trimestre de chaque année.

ARTICLE 12 - EQUIPE DÉDIÉE - REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DE L'EQUIPE

Le titulaire du marché s'engage à maintenir l'équipe présentée dans le mémoire remis à l'appui de son offre.

Si une personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, en cours d'exécution, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Etablissement, et veiller à la remplacer dans les conditions ci-dessous et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, il doit désigner un remplaçant et en communiquer le nom et les qualifications à l'Etablissement dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. Le remplaçant est considéré comme accepté si l'Etablissement ne le récuse pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'Etablissement récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un autre remplaçant et en l'informer. A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai de 15 jours indiqué ci-dessus, le marché est résilié dans les conditions prévues par l'article 17 du présent CCAP.

Lorsque le changement est accepté par l'Etablissement, la période minimale de recouvrement, pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives au marché est fixée à :

➔ Dix (10) jours minimum à compter de l'acceptation du remplaçant.

ARTICLE 13 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Les stipulations de l'article 5 du CCAG-FCS relatif à l'obligation de confidentialité sont applicables.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura connaissance durant l'exécution du marché. Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire se porte garant du fait que ses personnels sont astreints aux présentes obligations de confidentialité.

En cas de violation par le titulaire des obligations de discrétion et de confidentialité pesant sur lui, et indépendamment des éventuelles poursuites judiciaires et sanctions contractuelles prévues au cahier des clauses administratives de son marché, le titulaire s'exposerait à la résiliation du marché pour faute, conformément à l'article 41 j) du CCAG-FCS.

ARTICLE 14 - OBLIGATIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES DONNEES

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 « le règlement européen sur la protection des données ».

14.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

14.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

14.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques.

Le titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par l'Acheteur public.

Le titulaire du marché devra alors fournir au pouvoir adjudicateur :

- La déclaration de sous-traitance (DC4)
- Capacité financière du sous-traitant : chiffre d'affaires hors taxes des trois dernières années
- Capacité technique du sous-traitant : moyens humains et matériels et liste des références au cours des 3 dernières années ;
- Capacité professionnelle du sous-traitant : Attestations d'assurances de responsabilité civile et professionnelle et copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure étrangère équivalente ;
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner) ;
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il respecte l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le sous-traitant a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 et L.8222-1 du code du travail (Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal.

Si le sous-traitant est établi à l'étranger, il doit également fournir :

(Les documents et attestations doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française).

- Les pièces prévues à l'article D.8222-7 du code du travail (Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché)

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'ensemble des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

14.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

14.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique.

14.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

- Par courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

14.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

14.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

14.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

14.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation

internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,

- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

14.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 15 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

En application de l'article 30 du CCAG-FCS, la décision de l'Acheteur d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis doit intervenir à l'issue du délai de 15 jours de vérification des actes à compter de leur réception ou de l'avis à réceptionner.

Si l'Acheteur public ne notifie pas sa décision dans ce délai, les actes sont considérés comme reçus.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'Acheteur public dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou des avis modifiés du même délai que celui indiqué ci-dessus.

ARTICLE 16 : PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de 50 €/jour de retard et par prestation sera appliquée.

ARTICLE 17 - RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En complément, il est précisé que la résiliation pourra notamment être prononcée, sans indemnité et qu'une exécution aux frais et risques du titulaire pourra être prononcée dans les cas suivants :

- Dès lors que le titulaire cumule plus de trois pénalités au cours des 12 mois précédents,
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la Commande Publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire, les prestations pourront être exécutées à ses frais et risques.

Par ailleurs, en cas de refus de produire les documents indiqués au présent document, le marché sera résilié aux torts du titulaire, les prestations pourront être exécutées à ses frais et risques au sens de l'article 45 du CCAG-FCS.

En cas de défaillance du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché, sans indemnité, pour la partie qui continue à courir jusqu'à sa date d'expiration, et de faire supporter aux frais et aux risques du titulaire, toutes dépenses supplémentaires rendues indispensables pour garantir l'exécution des prestations restantes.

Les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent sans autre disposition particulière que celles énoncées ci-dessus.

Enfin, en application des articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra également être résilié pour motif d'intérêt général, avec indemnisation du titulaire, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %.

ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES

Il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS en cas de litige. En l'absence de solution amiable, le recours devra être présenté devant l'autorité compétente, à savoir :

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
80000 AMIENS
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
BP 14 - CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

- L'article 16 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS
- L'article 4 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS